

**RENOUVELLEMENT PARTIEL DU CONSEIL DE L'ORDRE
RÉGIONAL DES MÉDECINS DE CONSTANTINE**

«Ça sent la cuisine électorale»

Des perturbations en vue à l'occasion des élections partielles pour le renouvellement de la moitié du conseil régional de l'Ordre des médecins de Constantine, prévues aujourd'hui. Plusieurs associations professionnelles de médecins ont déjà exprimé leur mécontentement par rapport à ce qu'elles qualifient d'anomalies dans l'organisation du scrutin. Les recours introduits par les représentants de ces associations auprès des instances compétentes du CNDM (Conseil national de déontologie médicale), afin de revoir l'organisation de cette échéance ordinale, sont restés lettre morte et la situation ne s'est pas améliorée à seulement 48 heures de ce rendez-vous qui sent, d'après eux, la cuisine électorale.

En effet, dans sa correspondance adressée le 4 octobre dernier à la commission régionale d'organisation de ces élections, la présidente de l'APPC (l'Association des praticiens privés de Constantine), le Dr Hafi met en relief le fait que «les médecins inscrits au tableau de l'ordre n'ont pas été informés à temps ni de l'organisation du scrutin du 16 octobre prochain ni de la date-butoir du dépôt de candidatures». Le Dr Hafi estime que «l'annonce faite par voie de presse, en pleine période des congés, compromet sérieusement la régularité d'un scrutin qui devait avoir lieu à la fin des deux premières années du mandat en cours» (avril 2008). «Aucune explication n'a été fournie au sujet du report injustifié de cette échéance», ajoutera-t-elle.

L'autre aberration relevée par le Dr Hafi concerne la convocation au scrutin, de médecins inscrits au tableau de l'ordre qui n'ont pas daigné payer leurs cotisations au premier septembre 2008, ce qui ne leur donne pas droit de prendre part au vote selon les lois en vigueur. De son côté, le président de l'Association des internistes et diabétologues libéraux de l'Est (Aile) a exigé le 18 septembre dernier, dans une lettre similaire, de proroger le délai de dépôt des candidatures quitte à reporter le scrutin. Et de demander à cette même instance dans

une autre correspondance, datée du 8 octobre, de mettre à la disposition des médecins la liste électorale, le nombre de médecins inscrits au tableau de la section ordinale de Constantine et le nombre de ceux qui ont renouvelé leurs cotisations. Par ailleurs, le représentant de la Société algérienne de cardiologie (Sac), lui, appelle à un report des élections puisque, à ses yeux, le choix du mois d'août pour annoncer dans la presse l'organisation d'une telle échéance ordinale «prête à confusion et laisse planer le doute s'agissant de la transparence de l'opération».

Le SG de l'Aile, le Dr Hakim Hitache soutient que ces élections ont été truquées d'avance pour empêcher certains médecins de se porter candidats. «Tous les paramètres indiquent que les dés sont pipés. La convocation du corps électoral devrait être, conformément à la loi, effectuée par courrier et non pas par voie de presse comme c'était le cas, mentionnant la date limite de dépôt des candidatures et la date et le lieu du scrutin.

Face à cet imbroglio, nous n'avons qu'à saisir les instances nationales quoique le recours à la justice semble la solution appropriée pour arrêter ce processus irrégulier. Enfin, notre recours est transmis à la commission nationale d'organisation des

élections pour le renouvellement de moitié des conseils régionaux et national qui a admis la requête sur le plan du principe mais qui fait jusqu'ici la sourde oreille», dira-t-il en présageant que ce scrutin sera boycotté par plusieurs associations influentes dans la région. Et d'enchaîner : «Qu'en sera-t-il pour les élections de 2010 ? Le même problème se posera dans deux ans et la convocation du corps électoral coïncidera avec la période estivale. C'est prémédité !»

Néanmoins, il y a lieu de préciser que la commission régionale de préparation des élections partielles pour le renouvellement des membres de la section ordinale de la région de Constantine (Sor) a été installée le 13 septembre 2008 après que le bureau de la section ordinale de ladite région eut annoncé par voie de presse l'organisation du scrutin et adressé des correspondances aux quatre DSP de la région (Constantine, Jijel, Mila et Oum El-Bouaghi) et à toutes les structures sanitaires concernées pour information et affichage du calendrier électoral, et ce un mois avant, soit les 11 et 12 août 2008. Ce qui fait, selon les plaignants, que l'actuel bureau de la Sor de Constantine a procédé à ce «jeu malsain» avant même l'installation de la commission de préparation des élections qui joue, reconnaissent-ils, convenablement son rôle.

Enfin, il convient de noter que le tableau de la section ordinale de cette région compte environ 6 000 inscrits. Le renouvellement partiel touchera 18 membres du conseil de cette section. Ainsi, des scrutins ont été organisés à travers les 12 sections que compte le CNDM. Le renouvellement partiel du conseil national est prévu le 18 décembre prochain.

Lyas Hallas

SÛRETÉ NATIONALE

Sortie d'une nouvelle promotion d'AOP

Le directeur général de la Sûreté nationale a assisté à la sortie d'une nouvelle promotion d'agents de l'ordre public.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - La cérémonie, qui s'est déroulée à la 8^e unité de Réserve républicaine de Kouba, s'est déroulée en présence de nombreux cadres de la police ainsi que de membres des familles des frais émouls. Baptisée au nom du martyr du devoir, feu inspecteur Bouzria Omar, la promotion composée de 249 éléments s'est distinguée par des démonstrations de self-défense et de maîtrise en matière de maniement d'armes et autres spécialités en rapport

. A l'issue de la cérémonie, le directeur général de la Sûreté nationale a expliqué que la sortie de cette promotion entre dans le cadre du plan de couverture nationale.

Au sujet de la promotion «Bouzria Omar», il a été expliqué que les 249 agents concernés ont suivi un cursus de formation de 9 mois, scindé en plusieurs phases, les trois premiers mois ayant été consacrés à la partie théorique. Les trois mois suivants ont été consacrés à des exercices pratiques sur le terrain. Durant les trois mois derniers, les stagiaires sont revenus dans les unités pour un complément de formation résidentielle.

Concernant le programme de formation, il a été expliqué que ce dernier a été adapté en fonction des besoins.

Ainsi, les nouvelles récentes promotions sont formées aux technologies en matière de lutte contre la criminalité. Interrogé sur la lutte contre les nouvelles forme de criminalité, notamment la cybercriminalité, M. Ladj, directeur général de la police judiciaire, a assuré que des brigades spécialisées sont actuellement en phase de formation. La sortie de ces unités va grandement contribuer à la lutte contre la criminalité via Internet.

N. M.

PARMI EUX SE TROUVENT DES MINEURS

Dix-huit harraga arrêtés au large d'Annaba

Dix-huit candidats à l'émigration clandestine ont été interceptés hier à 4 heures au large de Ras-El-Hamra (Annaba), par les éléments des gardes-côtes du groupement territorial de cette ville.

Entassés à bord d'une barque traditionnelle à fond plat, ils ont été arrêtés à quatre miles (environ 7 kilomètres) au large de cette plage, après une course-poursuite qui a duré une heure, a indiqué le lieutenant-colonel Mahmoud Cheriak, commandant du groupement territorial des garde côtes d'Annaba.

Les 18 harraga, âgés de 7 à 32 ans, parmi lesquels on relève un certain nombre de mineurs, ont eu vent des suites qui seraient réservées aux jeunes de leur âge par les autorités italiennes, une fois arrivés sur les côtes de la Sardaigne. Au contraire de leurs compagnons d'infortune, mais qui sont majeurs, ils risquent, selon leurs dires, d'être, tout au plus, «placés dans des centres pour mineurs» et donc éviter d'être refoulés, si,

toutefois, ils avaient la chance d'arriver à «bon port» et de ne pas être dévorés par les poissons. La même source a précisé que, sur ces 18 harraga, 11 sont originaires d'Annaba, 5 de Jijel et 1 d'El-Tarf. Après la visite médicale d'usage, les dix-huit harraga ont été auditionnés par les services des garde côtes, avant leur présentation devant le procureur de la cour d'Annaba qui statuera sur leur cas, a fait savoir le lieutenant-colonel Cheriak.

Mohamed-Ali Khellaf

BLIDA/ILS PRÉTEXTAIENT POUVOIR TRANSFORMER LE DINAR EN EURO

Deux Maliens arrêtés en flagrant délit d'escroquerie

Deux frères maliens, âgés de 26 et 28 ans, ont failli flouer deux commerçants algériens travaillant à la Chiffa dans la wilaya de Blida, et ce, en leur proposant le change de 2,2 millions d'euros contre 250 000 dinars algériens.

N'était leur mise en garde contre ce genre d'arnaque faisant légion à Blida, les deux proies choisies par les deux frères auraient été trompées à l'instar des nombreuses autres victimes de ces escroqueries. Les deux Maliens, chiquement habillés, se faisaient passer pour de grands hommes d'affaires à la recherche de magasins à louer. Et c'est là que les deux commerçants avaient fait connaissance avec les deux Maliens qui n'hésiteront pas à leur proposer l'offre en question. Sceptiques, les deux Algériens déposeront une plainte. La souricière tendue

par les éléments de la police judiciaire de Blida portera ses fruits puisque les deux Maliens seront arrêtés en flagrant délit d'escroquerie. Présentés mardi dernier devant le procureur de la République, les deux escrocs ont été écroués. Il y a lieu de mentionner que les utilisateurs de ce genre de supercherie ont pu, à la faveur de la niaiserie de certains Algériens, soutirer des millions de dinars à

ceux qui se laissent envoûter par leur cabale. L'histoire d'un citoyen blidéen qui a vendu sa maison pour se lancer dans ce genre d'affaires avant de faire l'objet de fourberie par des Africains, ne cesse de faire le tour de la ville des Roses. Toutefois, tout laisse supposer que les gens n'en tirent pas la leçon des autres.

M. B.

La marche des Chinois annulée

Le mouvement de contestation des employés du consortium chinois Citic, qui a en charge la réalisation du tronçon d'autoroute Hoceinia—Khemis et le campus de Khemis-Meliana, ont entrepris un mouvement de protestation contre le retard dans leurs salaires et une réévaluation de certaines primes afférentes aux intempéries ayant touché Boumedfaâ. Le groupe des contestataires a été rejoint par de hauts responsables de l'entreprise. Après de nouvelles négociations, les protestataires, convaincus, ont rejoint leur base.

CE MONDE QUI BOUGE

**L'Algérie est-elle
à l'abri de la crise
financière ?**

Par Hassane Zerrouky



Bonne nouvelle, l'Algérie est un pays créancier net ! Entendre : un pays qui s'acquitte de ses dettes auprès de ses créanciers. Autre bonne nouvelle, l'économie algérienne serait à l'abri de la dépression financière qui secoue la planète finance ! En bref, à écouter certains discours, à lire certains

écrits, on a cette impression d'une Algérie protégée par une immense digue contre laquelle viendrait se fracasser cette crise financière. Comment, par quel miracle ? On voudrait bien qu'on nous l'explique.

Rappelons quelques évidences. Pour éviter l'effondrement du système monétaire et financier international, les marchés financiers sont depuis quelques semaines sous perfusion des banques centrales. C'est auprès des banques centrales que les banques en difficulté se sont fournies en liquidité. Mais au lieu de mettre ces masses d'argent en circulation, les banques ont choisi la prudence, en les mettant sous dépôt. De fait, l'argent ne circulait plus, ou circulait à dose homéopathique, en tout cas de manière très insuffisante pour enrayer la crise. Il a fallu de nouveau que les Etats les plus riches de la planète mettent la main à la poche — 1 700 milliards d'euros rien que pour la seule UE — pour que les principales Bourses réagissent à la hausse.

Les finances mondiales sont-elles pour autant quittes ? Le doute reste permis. Car cette crise a montré que c'est le capitalisme en tant que système qui est en cause. La thèse du marché autorégulateur pour venir à bout de la crise a failli. Il n'y avait d'autre moyen pour l'enrayer que le retour des Etats et un début de régulation institutionnelle. Reste que les solutions préconisées par l'UE, notamment, s'inscrivent dans la logique du capitalisme, et qu'à la longue, éponger le passif des banques en difficulté, et boucher des trous qui se multiplient risque à terme de s'avérer insuffisant. Qui plus est, ces Etats, qui ont assuré le sauvetage momentané des banques et autres institutions financières, se sont bien gardés de répondre à la question de savoir qui va payer la note !

Les premiers à être mis à contribution seront les contribuables de ces pays. Mais cela ne sera pas suffisant. Les plans de rigueur qui accompagneront les mesures décidées par ces Etats riches vont se traduire par la mise en faillite de milliers d'entreprises. Les banques, soumises à de nouveaux critères de rentabilité, ne prêteront des capitaux qu'aux entreprises rentables commercialement et financièrement. De plus, il n'est pas sûr que le loyer de l'argent — le crédit à l'économie réelle — soit moins cher afin de relancer une machine économique qui a eu à pâtir de cette crise. Il suffit de savoir qu'en l'espace de quelques mois, cette crise s'est traduite par la perte de plus de 700 000 emplois aux Etats-Unis, qu'en France, le chômage est reparti à la hausse...

Les pays du Tiers-Monde, notamment des pays comme l'Algérie, grand consommateur des produits européens puisqu'on ne fabrique presque rien, vont sans doute payer la note via des importations que cette crise va renchérir. Quand on sait que l'Algérie consacre plus de 35 milliards de dollars aux importations, il est permis de penser que cette facture va augmenter dans des proportions importantes. Et si dans le même temps, le prix du baril reste en dessous des 100 dollars — il est de 81 dollars actuellement — l'Algérie sera contrainte de puiser dans ses réserves de change pour financer ses importations et faire marcher la machine institutionnelle et économique. Par conséquent, il ne faut pas se faire d'illusion, le système capitaliste mondial saura faire répercuter le prix consacré au sauvetage des banques sur les pays du Tiers-Monde. Ces derniers — les plus riches d'entre eux — seront mis à contribution. L'Algérie l'est déjà puisqu'elle a investi 43 milliards de dollars dans l'achat de bons de Trésor US, permettant ainsi de financer leur déficit budgétaire. Et elle le sera encore. Dire, par conséquent, que l'Algérie est à l'abri de la crise n'est pas sérieux.

H. Z.